

CITIZEN

CRISE DES RÉFUGIÉS

Prenez vos responsabilités !

Amnesty International / woxx

Lundi prochain se tiendra un sommet des Nations unies ayant pour but de trouver des solutions à la crise des réfugiés. Mardi, Barack Obama enchaînera avec un autre sommet consacré au même sujet. Des intentions vouées à l'échec pour Amnesty International, qui lance un appel aux dirigeants du monde.

Un échec du sommet des Nations unies qui a pour objectif la résolution de la crise grandissante des réfugiés dans le monde serait une occasion manquée qui affectera des millions de personnes parmi les plus vulnérables. C'est ce qu'a déclaré Amnesty International à l'approche de deux grands sommets sur les réfugiés devant avoir lieu d'ici quelques jours.

Lundi 19 septembre, les États membres des Nations unies adopteront certainement un accord défaillant sur les réfugiés. Le 20 septembre, le président américain Barack Obama demandera aux dirigeants mondiaux de prendre des engagements spécifiques destinés à mettre fin aux souffrances des réfugiés dans le monde - un appel qui a pour l'instant été délibérément ignoré.

« Confrontés à la pire crise des réfugiés en 70 ans, les responsables mondiaux ont fait preuve d'une indifférence choquante vis-à-vis des droits fondamentaux de personnes forcées à fuir leur pays », a expliqué Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International. « Nous savons déjà que le sommet des Nations unies est voué à l'échec, et il semble peu probable que le sommet Obama permette de redresser la barre. »

Des propositions vidées de substance

Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, avait proposé un pacte mondial sur les réfugiés, qui aurait demandé aux gouvernements de s'engager à accueillir dix pour cent des réfugiés mondiaux chaque année. Certains États membres se sont cependant appliqués à vider les propositions des Nations unies de toute substance, veillant ainsi à ce que rien ne les oblige à accueillir un nombre spécifique de personnes.

Le pacte mondial sur les réfugiés ne sera pas adopté avant 2018. Les

États adopteront à la place la « déclaration de New York », qui ne représente qu'un engagement de façade et qui est totalement dénuée de mesures concrètes dans le sens d'un partage des responsabilités.

« Nous attendions ce sommet depuis deux ans », a détaillé Shetty. « Les dirigeants mondiaux devraient annoncer des mesures claires et concrètes visant à mettre fin à la crise des réfugiés. Les Nations unies avaient initialement proposé un plan ambitieux, mais l'Union européenne, la Russie et la Chine, entre autres, ont sacrifié les droits des réfugiés. » Pour Salil Shetty, ils auraient ainsi laissé passer une occasion majeure de trouver « une solution mondiale à la crise ».

« Au lieu de se partager cette tâche, certains dirigeants mondiaux se sont dérobés à leur responsabilité. Le sommet des Nations unies a été saboté par des États agissant dans leur seul intérêt, laissant des millions de réfugiés au bord du précipice dans le monde entier », accuse le secrétaire général d'Amnesty. « Mais les gouvernements ne doivent pas s'imaginer que cela les exonère. Les États membres des Nations unies ont l'obli-

gation morale et juridique d'accueillir les réfugiés ayant besoin d'aide aujourd'hui. »

Le 20 septembre, lendemain de l'adoption aux Nations unies de ce texte édulcoré, se tiendra à New York un sommet de dirigeants d'États sous l'égide du président Obama. Le sommet aura pour but d'obtenir de la part des États membres l'engagement spécifique qu'ils proposeront des voies sûres et légales aux réfugiés - chose que la plupart d'entre eux se sont pour l'instant abstenus de faire. Obama demandera aussi aux dirigeants de mettre des fonds à disposition afin d'aider les réfugiés.

Amnesty International demande aux gouvernements, en particulier à ceux des pays les plus riches, de prendre de toute urgence l'engagement de réinstaller un nombre beaucoup plus important de réfugiés et de leur fournir des moyens légaux de se mettre en sécurité, que ce soit au sommet convoqué par le président Obama ou dans les semaines à venir.

« J'accueille »

« Le sommet se tenant sous l'égide du président Obama doit relancer les efforts visant à trouver une solution à la crise des réfugiés, en montrant qu'au moins quelques gouvernements sont déterminés à aider ces personnes », a déclaré à ce propos Salil Shetty. Pour lui, il faudrait absolument « qu'un petit groupe de pays endossent rapidement et de manière décisive un rôle moteur, et se montrent désireux d'assumer leurs responsabilités en aidant immédia-

tement à accueillir certains des réfugiés les plus vulnérables et à accorder aux autres des visas humanitaires, de travail et d'étudiants. » Aucun doute pour Shetty : plus il y aura de pays volontaires, plus une solution deviendra réalisable.

On compte actuellement 21 millions de réfugiés dans le monde, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, et seuls 14 pour cent d'entre eux se trouvent dans les zones les plus riches du monde. À eux six, l'Éthiopie, le Kenya, la Jordanie, le Liban, le Pakistan et la Turquie accueillent un tiers des réfugiés mondiaux, alors qu'ils ne représentent pas plus de 1,6 pour cent de l'économie mondiale. À l'heure actuelle, seuls 100.000 réfugiés environ sont réinstallés chaque année - dont 90 pour cent par cinq pays : les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Norvège et le Royaume-Uni.

Amnesty International effectue depuis longtemps un travail de pression en direction des gouvernements du monde entier pour qu'ils redoublent d'efforts et se partagent mieux la responsabilité de concrétiser les droits des migrants. L'organisation a lancé cette semaine la grande campagne mondiale « J'accueille » afin d'exhorter les gouvernements à accueillir des réfugiés. « Là où les dirigeants échouent, des personnes dotées de sens moral agissent. Le changement commence avec ces quatre mots : 'J'accueille les réfugiés' », a conclu Salil Shetty.

www.amnesty.lu

Pour Amnesty, le sommet des Nations unies est voué à l'échec.

